

VD_GERICHTE PE14.016223 vom 9. Februar 2015

VD Tribunal cantonal, 2015-02-09, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd_gerichte_PE14.016223

FR: VD_GERICHTE PE14.016223 du 9 février 2015

IT: VD_GERICHTE PE14.016223 del 9 febbraio 2015

Erwägungen

E. 30

mai 2011/193; CREP 24 septembre 2014/694 c. 2.1). Quant à la seconde condition, à savoir la responsabilité pénale de l'ancien prévenu, respectivement de la personne désignée par la plainte frappée de non-entrée en matière, la doctrine relève notamment

- 5 - qu'il convient de ne pas donner au terme « responsabilité » une acception trop précise, en ce sens qu'il s'agit bien d'indices pouvant conduire à reconnaître la personne en question auteure et, le cas échéant, coupable d'une infraction. Tous les motifs qui ont permis le classement selon l'art. 319 CPP, respectivement la non-entrée en matière selon l'art. 310 CPP, peuvent être remis en cause. Vu le stade de la procédure, le degré de vraisemblance ne doit pas nécessairement être très élevé (Moreillon/Parein-Reymond, Petit commentaire CPP, Bâle 2013, n. 7 ad art. 323 CPP; Roth, in : Kuhn/Jeanneret [éd.], op. cit., n. 18 ad art. 323 CPP; CREP 4 juin 2014/389; CREP 24 septembre 2014/694 c. 2.1). Enfin, si le Ministère public ou une partie (notamment la partie plaignante) a eu connaissance à l'époque d'un moyen de preuve ou d'un fait important mais ne l'a pas soulevé dans la procédure ayant conduit au classement, le principe de la bonne foi ou l'interdiction de l'abus de droit devrait en règle générale faire obstacle à une reprise de la procédure dans de telles conditions au détriment du prévenu (JT 2013 III 83; Moreillon/Parein-Reymond, op. cit., n. 10 ad art. 323 CPP). 2.2 En l'espèce, il apparaît, à la lecture des courriers du recourant (P. 7/1 et mémoire de recours sous P. 9), qu'il cherche à régler un litige civil, soit un conflit du travail, par la voie pénale. L'argumentation du recourant relative au litige l'opposant à son ex-employeur n'a dès lors pas à être examinée. Il en va de même des conclusions du recours tendant à « la radiation de toutes les poursuites liées à cette affaire » et au paiement de six mois de salaire par l'ex-employeur du plaignant, ainsi que de celles prises en réparation du tort moral, qui ne sont pas recevables dans le cadre d'un recours dirigé contre une ordonnance de refus de reprise de la procédure préliminaire. 2.3 La question préalable à trancher sous l'angle de l'art. 323 CPP est celle de savoir si la liasse de pièces produites à l'appui de la demande du 17 novembre 2014 (P. 7/2) comporte au moins un élément nouveau conforme aux exigences de l'art. 323 al. 1 CPP et qui justifierait dès lors la reprise de la procédure.

- 6 - Pour partie, ces pièces étaient déjà en possession du recourant au moment du dépôt de sa plainte du 5 août 2014. Il lui aurait donc été loisible de les produire durant la précédente procédure déjà. Tel est en particulier le cas des bulletins de salaire, dont le plus récent est daté du 28 mai 2010. La production de ces pièces à l'appui d'une requête à forme de l'art. 323 CPP est ainsi tardive et, partant, abusive. Le courriel du 11 octobre 2010 a été produit à l'audience civile du 9 novembre 2010. On peut donc tenir pour établi que son contenu avait été porté à la connaissance du recourant à ce moment déjà. Cette pièce aurait donc également pu être versée au dossier avec la plainte du 5 août 2014, ce qui implique de la

tenir pour irrecevable pour le seul motif fondé sur l'art. 323 let. b CPP et au regard du principe de la bonne foi respectivement de l'interdiction de l'abus de droit. Quoi qu'il en soit, le fait, pour la société auprès de laquelle avait été placé le plaignant pour une mission temporaire, de relever qu'elle pourrait renoncer à certains montants dans certaines circonstances ne saurait relever d'une responsabilité pénale au sens de l'art. 323 let. a CPP.

2.4 Les conditions d'une reprise de procédure ne sont ainsi pas réunies. C'est donc à bon droit que le Ministère public a refusé de donner suite à la requête présentée en ce sens par le recourant. 3. Il résulte de ce qui précède que le recours, manifestement mal fondé, doit être rejeté dans la mesure où il est recevable (cf. c. 2.2 supra), sans autres échanges d'écritures (art. 390 al. 2 CPP), et l'ordonnance attaquée confirmée. Les frais de la procédure de recours, constitués en l'espèce de l'émolument d'arrêt (art. 422 al. 1 CPP), par 660 fr. (art. 20 al. 1 TFIP [tarif des frais de procédure et indemnités en matière pénale du 28 septembre 2010; RSV 312.03.1]), seront mis à la charge du recourant, qui succombe (art. 428 al. 1 CPP).

- 7 - Par ces motifs, la Chambre des recours pénale prononce : I. Le recours est rejeté dans la mesure où il est recevable. II. L'ordonnance du 25 novembre 2014 est confirmée. III. Les frais du présent arrêt, par 660 fr. (six cent soixante francs), sont mis à la charge d'L._____. IV. Le présent arrêt est exécutoire. Le président : Le greffier : Du Le présent arrêt, dont la rédaction a été approuvée à huis clos, est notifié, par l'envoi d'une copie complète, à : - M. L._____, - Ministère public central; et communiqué à : - M. le Procureur de l'arrondissement de Lausanne, par l'envoi de photocopies.

- 8 - Le présent arrêt peut faire l'objet d'un recours en matière pénale devant le Tribunal fédéral au sens des art. 78 ss LTF (loi du 17 juin 2005 sur le Tribunal fédéral – RS 173.110). Ce recours doit être déposé devant le Tribunal fédéral dans les trente jours qui suivent la notification de l'expédition complète (art. 100 al. 1 LTF). Le greffier :

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.